

Le canton italophone a désormais sa cryptomonnaie: le ticinocoin. Reste à convaincre les utilisateurs

Une devise virtuelle est née au Tessin

« ANDRÉE-MARIE DUSSAULT

Monnaie » Après le wir suisse, le farinet valaisan et le léman de l'Arc lémanique, le Tessin dispose lui aussi d'une monnaie électronique parallèle locale: le ticinocoin (tic). Claudio Rossini, un informaticien et programmeur de la commune tessinoise de Faïdo, a développé le logiciel de la devise cryptographique, laquelle a été pensée et baptisée par son ami Michele Fiscalini, érudit en cryptomonnaies.

Le tic est fondé sur la même technologie que celle de la plus célèbre des monnaies virtuelles, le bitcoin: la *blockchain*, soit une base de données virtuelle contenant l'historique de toutes les transactions effectuées entre utilisateurs et consultable par tous. Les deux acolytes, et un groupe de passionnés, sont bien décidés à faire circuler la devise. Les premiers tics ont déjà été « minés » (produits) dans le cadre d'une phase pilote.

Des réactions positives

« Nous traitons présentement avec des institutions et des privés pour régler des questions légales et organiser un réseau de commerçants prêts à jouer le jeu », explique Claudio Rossini. De son côté, Michele Fiscalini raconte que lorsqu'il a eu connaissance du bitcoin, de son concurrent l'ethereum et de la *blockchain*, il a tout de suite senti qu'il avait affaire à quelque chose qui allait révolutionner le monde. Il estime ne pas être seul dans le canton à penser ainsi.

« Parmi les Tessinois, il y a un intérêt certain pour une monnaie locale du genre », affirme-t-il, ajoutant qu'il a agréablement été surpris par l'ampleur des réactions positives reçues sur la



Le ticinocoin possède tous les atouts du bitcoin, mais il est exclusivement lié au Tessin. DR/photo prétexte

RESTE À RÉSOUDRE ENCORE DES PROBLÈMES D'ENCADREMENT LÉGAL

Pour Alessandro Trivilini, responsable du Laboratoire d'informatique forensique de l'École universitaire professionnelle de la Suisse italienne (SUPSI), le ticinocoin n'est pas une mauvaise idée, au contraire, mais quelques doutes subsistent. « Au niveau technique, il n'y a aucun problème, la technologie est mature, on le voit avec le bitcoin qui fonctionne de façon ininter-

rompue depuis 2009 », souligne-t-il d'emblée. C'est tout ce qui ne relève pas de la technologie qui l'inquiète.

« Le hic avec une devise digitale est que s'il y a un problème, qui doit le résoudre? Vers qui peut-on se tourner? » L'expert en informatique fait valoir que la monnaie virtuelle peut être sujette à la spéculation et à la volatilité, et comme elle vient de privés ou de

professionnels, il n'y a pas d'autorité tutélaire à qui l'on peut demander des comptes. « Il faut voir par ailleurs si les institutions d'Etat sont prêtes à accompagner et expliquer aux usagers de quoi il s'agit. »

Dans le sillage de la monnaie locale, fin janvier, un groupe de parlementaires (Verts et Ensemble à gauche) de la commune du Mendrisiotto, par le

biais d'une question parlementaire, demandait aux autorités locales d'étudier l'idée d'adopter le ndrisiome. Cette monnaie alternative (qui ne serait pas nécessairement virtuelle) serait utilisable dans la région qui borde l'Italie et dont l'économie souffre de la concurrence voisine. Son but serait de stimuler les affaires de ce côté de la frontière. **AMD**

page Facebook du tic ces derniers mois. Une rencontre est à l'ordre du jour pour créer une association autour de la devise alternative. « Parmi ceux qui souhaitent participer à son lancement, on compte des gens des secteurs financier et bancaire, des commerçants en ligne, des étudiants, des économistes et des politiques; essentiellement des jeunes », relève-t-il.

Les premiers ticinocoins ont déjà été produits dans le cadre d'une phase pilote

Les deux promoteurs du tic sont convaincus des nombreux avantages de la devise électronique alternative qui possède tous les atouts du bitcoin, mais qui est exclusivement liée au Tessin. « Par rapport aux échanges en argent comptant, elle permet des transactions plus rapides, plus transparentes, plus sécurisées et moins coûteuses, en plus de faciliter le paiement de microtransactions; payer quelques centimes pour lire un article, par exemple, est difficile avec une carte de crédit », fait valoir Claudio Rossini.

D'autre part, le tic peut contribuer à promouvoir une économie locale socialement responsable, éthique et écologique. « On peut imaginer qu'en acquérant un produit ou un service en tics, on puisse bénéficier d'avantages, vu que les frais de transaction sont moindres », soutient Michele Fiscalini. Reste à convaincre un groupe de commerces locaux de tenter l'aventure. »

VICTORINOX

FINI LES VÊTEMENTS

Victorinox a annoncé hier qu'il ne vendra plus de vêtements à partir de la fin de l'année 2017. Le fabricant de couteaux a décidé de se séparer de son secteur mode afin de réajuster le profil de la marque. **ATS**

NEUCHÂTEL

NOUVELLE CCT DE LA VENTE

La convention collective de travail (CCT) du commerce de détail neuchâtelois vient d'être prolongée. Après une année de négociations, les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur un texte remodelé. **ATS**

EUROPE

TRAFFIC AÉRIEN EN HAUSSE

Le trafic des aéroports européens a grimpé de 5,1% en 2016, avec 2 milliards de passagers, les aéroports secondaires et de taille moyenne se taillant la part du lion grâce à l'envolée des low cost. **ATS**

Unilever refuse l'offre de Kraft Heinz

Agroalimentaire » Kraft Heinz a proposé 143 milliards de dollars pour une fusion géante avec Unilever.

Unilever a rejeté une offre de fusion à 143 milliards de dollars (142 milliards de francs) de l'américain Kraft Heinz. Le géant anglo-néerlandais de la grande consommation ne voit aucun intérêt financier ou stratégique à poursuivre des discussions.

Unilever, qui possède entre autres les thés Lipton, les soupes Knorr et les savons Dove, estime que la proposition à 50 dollars par action soumise par Kraft Heinz le sous-évalue.

« Unilever rejette la proposition qui n'a aucun intérêt, qu'il soit financier ou stratégique, pour les actionnaires d'Unilever. Unilever ne voit pas de base pour de nouvelles discussions », a-t-il déclaré hier dans un communiqué. Il recommande à ses actionnaires de ne prendre aucune initiative.

Kraft Heinz avait auparavant dit souhaiter « travailler à la conclusion d'un accord sur les modalités d'une transaction », une déclaration dans laquelle des analystes voient la possibilité d'un relèvement de son offre.

A la Bourse de Londres, l'action Unilever gagnait plus de 12,7% à

3774 pence à 15 h 30. A Wall Street, Kraft Heinz prenait 5,4% à 92,01 dollars dans les premiers échanges.

Un mariage des deux multinationales arriverait au troisième rang du classement des plus grosses fusions d'entreprises jamais conclues dans le monde et serait le plus important rachat d'une entreprise basée au Royaume-Uni.

Le secteur de l'alimentation est confronté simultanément au ralentissement des marchés émergents, qui ont longtemps été le principal moteur de sa croissance, à la baisse des prix sur les marchés développés et à l'évolution des comportements d'achat des consommateurs, de plus en plus sensibles aux arguments sur l'origine et la qualité des produits.

Unilever est plus présent que certains de ses concurrents dans les pays émergents. Il est par ailleurs plus exposé qu'eux à l'impact du Brexit.

Dans son communiqué, Unilever précise que l'offre de Kraft Heinz, lui-même né d'une fusion en 2015, représentait une prime de 18% sur son cours de bourse de jeudi. Il précise qu'elle se composait de 30,23 dollars par action en numéraire et de 0,222 action nouvelle par titre Unilever.

Même si Kraft Heinz est plus petit qu'Unilever par la capitalisation boursière (106 milliards de dollars pour l'américain), il peut s'appuyer sur le soutien financier de ses deux grands actionnaires, Berkshire Hathaway, la holding de l'investisseur multimilliardaire Warren Buffett, et le groupe de capital-investissement 3G Capital. A eux deux, Berkshire et 3G possèdent 50,9% de son capital.

« C'est la rencontre entre l'argent pas cher et la logique industrielle », résume Steve Clayton, gérant du fonds HL Select UK Shares chez Hargreaves Lansdown, actionnaire d'Unilever. Il évoque d'importantes opportunités de synergies dans le marketing, la fabrication et la distribution, en plus des économies que générerait la fusion des sièges.

« Kraft Heinz tente d'appuyer un grand coup sur le bouton « avance rapide », car acquérir une par une les marques du riche portefeuille d'Unilever pourrait prendre des décennies », ajoute-t-il. Beaucoup d'investisseurs s'attendaient à ce que Kraft Heinz se lance dans une opération de croissance externe cette année, 3G ayant récemment levé un nouveau fonds. » **ATS/REUTERS**

L'héritier du géant Samsung a été arrêté

Corée du Sud » L'héritier du géant sud-coréen Samsung a été placé hier en détention provisoire, a annoncé la justice sud-coréenne. Il est soupçonné de corruption et trafic d'influence. L'enquête a déjà mené à la destitution de la présidente du pays Park Geun-hye.

Vice-président de Samsung Electronics et fils du président du groupe, Lee Jae-Yong, 48 ans, est accusé entre autres d'avoir versé près de 40 millions de dollars de pots-de-vin à la confidente de l'ombre de M^{me} Park. Et ce, en contrepartie de faveurs politiques.

Ce rebondissement représente un nouveau coup porté à l'image de marque du groupe. Samsung se retrouve englué dans un scandale de corruption et de trafic d'influence qui dure depuis des mois. « Il est avéré qu'il est nécessaire d'arrêter (Lee Jae-yong), à la lumière d'une nouvelle charge et de nouvelles preuves », a annoncé dans un communiqué un porte-parole du tribunal auquel les enquêteurs chargés de l'affaire avaient demandé de délivrer un mandat d'arrêt.

Lee Jae-yong avait déjà été placé dans un centre de détention en attendant la décision de la justice. Il devra y rester en attendant une inculpation et un procès éventuels, processus qui pourrait durer des mois.

Samsung a réagi avec mesure tandis que l'action perdait 1,5% dans les échanges de la matinée. « Nous ferons de notre mieux pour que la vérité soit dévoilée lors du processus judiciaire ultérieur », a communiqué le groupe. » **ATS/AFP**